ASSEMBLÉE NATIONALE

23 mai 2024

ACCOMPAGNEMENT DES MALADES ET FIN DE VIE - (N° 2634)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 2304

présenté par

Mme Hamelet et Mme Levavasseur

ARTICLE 6

À l'alinéa 7, supprimer les mots :

« avancée ou ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Nous ne pouvons pas accepter l'adoption d'un projet de loi encore plus permissif que dans sa rédaction initiale. Supprimer la mention de pronostic vital engagé à court ou moyen terme pour la remplacer par la notion de phase avancé ou terminale ouvrirait l'accès à des personnes qui ne sont pas réellement en fin de vie.

L'exemple des Pays-Bas est pourtant éloquent. Dans un article paru dans Le Monde le 01 décembre 2022, le Professeur Theo BOER nous met en garde contre la tentation d'adopter un texte trop permissif et mal ficelé : « Nous avons également assisté à des évolutions dans la manière d'interpréter les critères juridiques. Au cours des premières années de l'euthanasie aux Pays-Bas, celle-là concernait presque exclusivement les adultes mentalement aptes et en phase terminale. Après quelques décennies, la pratique s'est étendue aux personnes souffrant de maladies chroniques, aux personnes handicapées, à celles souffrant de problèmes psychiatriques, aux adultes non autonomes ayant formulé des directives anticipées ainsi qu'aux jeunes enfants. Actuellement, nous discutons d'une extension aux personnes âgées sans pathologie. »

Cet amendement propose de supprimer la possibilité d'avoir recours à l'aide à mourir pour les patients qui sont en phase avancée de leur maladie.